

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RR IWS SOLUTIONS

16 PLACE DE L'IRIS
TOUR CB21
92400 Courbevoie

Références : D3 i 2025 - 1127
Code AIOT : 0005701569

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SUEZ RR IWS SOLUTIONS implanté AVENUE DES TEMPLES 51370 Saint-Brice-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 11/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS SOLUTIONS
- AVENUE DES TEMPLES 51370 Saint-Brice-Courcelles

- Code AIOT : 0005701569
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RR IWS Chemicals France exploite sur la commune de Saint-Brice-Courcelles un centre de transit et de regroupement de déchets dangereux.

L'activité s'organise autour de 3 zones :

- Atelier des conditionnés: zone de réception et stockage sous auvent avec rétention (750 m²);
- Atelier de vracs solides : 6 fosses en béton de 70 m3 pour les déchets solides et pâteux ;
- Atelier vracs liquides ;
- 2 fosses enterrées de 30 m3 pour le regroupement et la décantation d'eaux souillées ;
- 4 cuves acier de regroupement/stockage de 30 m3.

Un laboratoire, dédié notamment aux tests de compatibilité et de conformité des déchets, est présent au sein de l'établissement.

L'établissement est autorisé au transit de 12 000 tonnes de déchets par an.

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral n° 93-A-31-IC du 28 juillet 1993 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2010-APC-88-IC du 07 mai 2010.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Autre du 09/09/2020, article Porter-à-connaissance	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Bassin de confinement des eaux incendie -	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	caractéristiques		
6	État des stocks	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection n'a pas constaté de non conformité majeure sur le site. Cependant, il est attendu que l'exploitant finalise son dossier de demande d'autorisation afin de régulariser la situation administrative de son site car son arrêté préfectoral de 1993 n'est plus adapté à la situation réelle du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 09/09/2020, article Porter-à-connaissance			
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour des rubriques de l'Arrêté Préfectoral de 1993			
Prescription contrôlée :			
Tableau des rubriques de la nomenclature ICPE du site :			
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 27931. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne ou la quantité de substances dangereuses ou de	12000 t/an	A

	dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges		
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	112t de déchets conditionnés 7 fois 30 m ³ pour l'eau souillée 6 fois 70 m ³ pour les déchets solides 10 m ³ pour événement accidentel	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes: - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre		A

	avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3 5 2 0 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520-récupération/ régénération des s o l v a n t s - recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles- lagunage		
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Nouvelle activité: Unité de traitement des eaux souillées par électrocoagulation 10t /jour	A
2716-2	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation	<1000 m3	DC

	réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .		
2795-2	Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux 2) Inférieure à 20 m ³ /j	<20 m ³ /j	DC
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971 2. Inférieure à 10 t/j.	<10 t/j	DC
2711	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	<100 m ³	NC

2713	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719	<100 m3	NC
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	<100 m3	NC

Constats :

L'arrêté préfectoral de 1993 ne reflète plus l'activité réellement exercée sur site et les prescriptions techniques nécessitent une mise à jour.

De plus, l'exploitant envisage une augmentation de son activité (rubriques actuelles et nouvelles rubriques). Un dossier de demande d'autorisation environnementale est en cours de finalisation et devrait être déposé en début d'année 2026, avec des modifications sur :

- l'augmentation du tonnage maximal de déchets sur site ;
- la modification de la zone de chalandise ;
- le projet ELOS (pré-traitement des eaux) ;
- la modification des calculs D9 et D9a ;
- le projet de déconditionneur ;
- les modifications des valeurs limites d'émissions (VLE) ;
- etc.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit transmettre à l'autorité préfectorale, sous un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dossier de régularisation administrative du site, sous la forme d'un dossier de demande d'autorisation environnementale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets dangereux – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un compte Trackdéchets pour la traçabilité des déchets entrants et sortants de son site.</p> <p>Par sondage sur une année glissante, l'Inspection a constaté que les déchets proviennent de toute la France et non pas uniquement de la Marne et des départements limitrophes comme indiqué dans l'arrêté préfectoral de 1993 :</p> <p>Grand Est : 4321 t Hauts-de-France : 2025 t Île-de-France : 1835 t Normandie : 118 t Pays de la Loire : 504 t Centre Val de Loire : 9 t Bourgogne Franche-Comté : 41 t Nouvelle Aquitaine : 7 t Auvergne Rhône Alpes : 43 t Occitanie : 36 t Provence Alpes Côtes d'Azur : 132 t</p> <p>L'exploitant indique que le rayon de chalandise prescrit dans son arrêté de 1993 est inadapté au fonctionnement actuel du site et à la filière de collecte et traitement des déchets dangereux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'autorité préfectorale, sous un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un dossier de régularisation administrative du site, sous la forme d'un dossier de demande d'autorisation environnementale, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'Inspection a pu constater par sondage la présence de rétention : un bassin pour les eaux pluviales de voiries du site et des rétentions isolées pour chaque atelier (fosses solides, benne ferraille et bois, cuves HC, cuves liquides, ELOS, bâtiments conditionnement et reconditionnement, GNR, laboratoire, etc.).</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté de rétention manifestement sous dimensionnée ni d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Sur site, l'Inspection a pu constater la disponibilité des rétentions (pas d'objets mobiles de type déchets ou palettes présents dans la rétention ou d'eau pluviale en quantité importante). Seule la rétention des cuves HC était en partie remplie par des eaux pluviales. L'exploitant a indiqué que son camion pompe était en cours de maintenance à l'atelier mais que le pompage de cette rétention était prévue dès son retour prochain.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection que la rétention n°6 (D1-D2) est vieillissante et qu'elle va donc subir prochainement des travaux de réfection.</p> <p>L'exploitant a présenté son protocole de gestion des rétentions : vidange des rétentions suite à des épisodes pluvieux avec un camion à demeure sur site, analyse et envoi des eaux en traitement adaptés en fonction de la pollution.</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé</p> <p>Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin du site est composé de deux parties : un bassin tampon de 50 m³ vide en permanence, suivi d'un bassin de rétention de 250 m³. En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont dirigée vers ce double bassin. Celui-ci est en position fermée par défaut car l'exploitant n'effectue pas de rejet de ses eaux pluviales dans le milieu naturel.</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : État des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. ».</p> <p>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne.</p> <p>Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des stocks actualisé chaque jour et disponible sur les applications métier des responsables du site (pendant les heures ouvrées) et en version papier à l'accueil du site (hors heures ouvrées).</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection l'état des stocks du 13/11/2025. Celui-ci est détaillé par type de dangerosité de déchets (solides inflammables, liquides inflammables, corrosifs, toxiques, etc.) avec leur localisation sur le site. Un plan du site est également disponible avec l'état des stocks.</p> <p>L'état des stocks du 13/11/2025 indique la présence d'un total de 390,70 t sur le site.</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'Inspection a constaté la présence de différentes consignes de sécurité, présentes dans les bureaux, notamment en cas de perte de confinement d'un récipient, d'un incendie ou d'autres situations.</p> <p>Par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite